



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

William ARS, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Julien MIRO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Extension des astreintes d'exploitation dans le cadre de la mutualisation de la Direction des Relations institutionnelles et de l'Événementiel - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale « *L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement détermine, après avis du comité technique compétent, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés* ».

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a instauré un dispositif d'astreinte d'exploitation pour les chauffeurs par délibération n°2016/269 du 22/06/2016, pour les maîtres d'hôtel, par délibération n°V2017/240 du 20/07/2017 et pour les agents du service production, par délibération n°V2017/241 du 20/07/2017. De même, la Métropole a prévu la possibilité d'avoir recours à des astreintes pour les agents du service du protocole, par délibération n°M2018-239 du 31/05/2018.

Au regard de la mutualisation de la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel (DRIEV), il est proposé d'étendre ces astreintes aux agents mutualisés de Montpellier Méditerranée Métropole qui seront affectés au sein de cette direction et amenés à intervenir à la fois pour la Ville de Montpellier et la Métropole.

- Concernant les chauffeurs : l'organisation de travail du service prévoit que les agents seront amenés à effectuer des astreintes dans le cadre de leur mission. Les agents sont mobilisables lors de déplacements justifiés par l'exercice de leurs fonctions des élus de la Ville de Montpellier et de la Métropole et de personnalités accueillies, la semaine et les week-end. Les cadres d'emplois concernés sont les adjoints techniques, les agents de maîtrise et les techniciens. Cette astreinte est organisée du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00 et en dehors des heures d'ouverture du service.
- Concernant les maîtres d'hôtel et les cuisiniers : l'astreinte sera organisée de façon hebdomadaire en couvrant la semaine et le week-end du lundi au lundi. Les cadres d'emplois concernés sont les adjoints techniques et administratifs et agents de maîtrise. Cette astreinte est organisée du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00 et en dehors des heures d'ouverture du service.
- Concernant le service Manifestations et Coordination événementielle : il s'agit des interventions faisant suite à des événements non programmés dans le planning d'activités sur demande du Cabinet du Maire ou d'événements de sécurité civile qui entraînent une activation du plan communal de sauvegarde (PCS). Elles seront organisées de façon hebdomadaire en couvrant la semaine et le week-end, du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00. Les cadres d'emploi concernés sont les adjoints administratifs, adjoints techniques, les agents de maîtrises et les techniciens du service Manifestations & Coordination événementielle.
- La délibération n°M2018-239 du Conseil de Métropole du 31 mai 2018 a instauré un dispositif d'astreintes pour le service du Protocole. Dans le cadre de la mutualisation précitée, ce dispositif est étendu à l'ensemble des agents mutualisés du service Accueil, Réceptions et Domaines de la DRIEV, toutes fonctions confondues. Cette astreinte est organisée du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00 et en dehors des heures d'ouverture du service, en soutien d'événements programmés ou dans le cadre de sollicitations non programmées, liées à des événements contextuels.

Les périodes d'astreinte couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable en semaine et week-end et se limiteront à la période nécessaire en dehors des heures d'ouvertures du service pour gérer ces événements.

Les modalités d'indemnisation et de compensation de ces astreintes d'exploitation et d'éventuelles interventions afférentes ont été fixées par la délibération n°13520 du 16 décembre 2015 relative au régime des astreintes applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole. Les montants seront automatiquement réévalués en fonction des textes réglementaires en vigueur.

Les flux financiers entre la Ville de Montpellier et la Métropole sont régis par les conventions de service communs.

Le Comité technique a été saisi pour avis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités de mise en œuvre des astreintes d'exploitation telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-206299-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.